



Rapport Financier Semestriel

30 JUIN 2009

Keyrus

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL 4.268.592,50 €

SIEGE SOCIAL : 155, RUE ANATOLE FRANCE 92300 LEVALLOIS-PERRET
400 149 647 RCS NANTERRE

SOMMAIRE

I RAPPORT D'ACTIVITE DU 1 SEMESTRE 2009.....	2
II PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE A VENIR.....	5
III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2009.....	6
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	
BILAN CONSOLIDE	
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	
IV RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2009.....	39
V DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	41

I- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Dans un contexte économique incertain, le groupe Keyrus a réalisé au cours du premier semestre 2009 un chiffre d'affaires de 53,0 millions d'euros contre 57,5 millions d'euros au titre de l'exercice précédent, soit un recul de 7,8%.

1. Faits marquants de la période

Dans ce contexte, les mesures de réorganisation et d'ajustement mises en œuvre depuis plusieurs mois ont permis au Groupe KEYRUS de conserver des taux d'activité d'un niveau convenable tout au long du semestre, qui a conduit le Groupe à réaliser un résultat opérationnel positif.

2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Keyrus s'est établi à 53,0 millions d'euros au premier semestre 2009, en baisse de 7,8% par rapport à celui du premier semestre 2008.

Le chiffre d'affaires du groupe Keyrus se décompose comme suit :

- Grands Comptes : 35 M€
- Mid Market : 18 M€

3. Résultats

Le résultat opérationnel courant s'élève à 0,8 million d'euros en hausse par rapport à celui du premier semestre 2008 (0,2 million d'euros). Le résultat opérationnel courant se décompose comme suit :

- Grands Comptes : 0,0 M€
- Mid Market : +0,8 M€

La contribution de l'activité Grands Comptes, essentiellement localisée en Ile de France, a connu un redressement important en raison des effets de la politique de restructuration menée en 2008.

Une charge opérationnelle non courante de 0,3 million d'euros a été constatée au premier semestre 2009. Elle est en nette diminution comparativement à 2008.

Le Résultat opérationnel s'élève à + 0,5 million d'euros contre une perte de 0,5 million d'euros au premier semestre 2008.

Le coût de l'endettement financier est une charge de 0,6 millions d'euros équivalente à celle du premier semestre 2008.

Le résultat financier au 30 juin 2009 comprend principalement la charge d'intérêt sur l'OBSAAR et les effets IFRS liés à la mise en place de cette opération. L'amélioration du résultat financier provient des effets de change négatifs constatés au cours du premier semestre 2008.

Compte tenu d'une charge financière totale de 0,5 million d'euros et d'une charge d'impôt de 0,2 million d'euros, le résultat net consolidé ressort à – 0,1 million d'euros au premier semestre contre - 1 million d'euros au premier semestre 2008.

Le résultat net par action (dilué) ressort à -0,01 centimes par action contre 0,05 centimes au premier semestre 2008.

4. Flux de trésorerie

Le flux de trésorerie généré par l'activité ressort à 3,0 millions d'euros contre – 0,2 millions d'euros au premier semestre 2008. Cette amélioration provient principalement de la bonne gestion du recouvrement des créances clients couplée avec la baisse de l'activité constatée au deuxième semestre 2008.

Le montant net des décaissements liés aux investissements s'établit à 1,4 millions d'euros contre 1,8 millions d'euros au premier semestre 2008.

Les crédits à moyen terme ont baissé de 0,3 millions d'euros. Les intérêts payés ont atteint 0,6 million d'euros comme au premier semestre 2008.

La trésorerie disponible s'élève à 10,5 millions au 30 juin 2009 contre 9,7 millions au 31 décembre 2008.

5. Bilan

Les actifs non courants ressortent à 40,7 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 40,5 millions d'euros au 31 décembre 2008. Ils sont constitués en grande partie par le goodwill de 34,7 millions d'euros.

Les actifs courants s'élèvent à 53,4 millions d'euros contre 57,1 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Le poste trésorerie varie de 0,8 million d'euros au 30 juin 2009 pour atteindre le niveau de 10,6 millions.

Les capitaux propres consolidés restent stables à 24,1 millions d'euros au 30 juin 2009 comme au 31 décembre 2008.

L'endettement financier ressort à 18,0 millions au 30 juin 2009 et reste stable comparativement au 31 décembre 2008.

6. Principales transactions avec les parties liées

L'ensemble des transactions concerne des opérations courantes entre les sociétés incluses dans le

Périmètre de consolidation.

7. Evènements postérieurs

Aucun évènement postérieur significatif n'est intervenu.

8. Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice

Les principaux facteurs de risque auxquels le groupe Keyrus pourrait être confronté sont détaillés au chapitre 4 du document de référence 2008 enregistré auprès de l'Autorité des Marché Financiers le 1 septembre 2009 sous le numéro R.09-074.

- Risques Clients

Une provision pour dépréciation a été constatée pour les montants estimés irrécouvrables à hauteur de 2.726 K€. Cette provision a été déterminée par référence à des statistiques historiques passées. Les administrateurs considèrent que le montant net comptabilisé pour les créances correspond approximativement à leur juste valeur.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée, lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte, qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance. La totalité des créances est à moins d'un an.

- Risque de crédit

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques avec de hauts niveaux de notation de crédit attribués par des agences internationales de notation.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

- Risque de liquidité

Les montants des emprunts bancaires et des découverts bancaires sont libellés en euros. Le Groupe a contracté des emprunts bancaires dont les conditions financières sont exposées dans l'Annexe.

II- PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE A VENIR

Les résultats enregistrés au premier semestre confirment la capacité du modèle économique du Groupe à développer ses activités dans un environnement difficile en proposant à ses clients des offres de services innovantes et sans cesse adaptées aux besoins du marché. Ces résultats attestent la capacité d'adaptation de l'entreprise à cet environnement ainsi que la réactivité et l'engagement des équipes.

Dans ce contexte, les résultats enregistrés au premier semestre 2009 et la focalisation du management laissent envisager une amélioration de la performance si le contexte économique ne se dégrade pas.

III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2009

I. — Compte de résultat consolidé

En K€	Notes	30/06/2009 6 mois	30/06/2008 6 mois	31/12/2008 12 mois
Chiffre d'affaires	5	52 982	57 471	111 419
Autres produits de l'activité	6	62	156	0
Total produits des activités ordinaires		53 044	57 627	111 419
Achats consommés		-19 327	-22 367	-41 839
Charges de personnel	7	-31 898	-32 907	-59 623
Impôts et taxes		-1 095	-1 365	-2 527
Dotations aux Amortissements	13	-647	-630	-1 361
Reprises de provision & Pertes de valeur		762	-173	-4 337
Autres produits et charges opérationnels		7	-22	-30
Résultat Opérationnel Courant		846	162	1 702
Autres produits opérationnels				
Autres charges opérationnelles	8	-322	-666	-2 515
Résultat Opérationnel		525	-504	-813
Coût de l'endettement financier net	9	-553	-562	-813
Autres produits et charges financiers	9	73	-344	-1 416
Résultat avant impôt		44	-1 410	-3 041
Impôts sur le résultat	10	-166	394	-517
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence				-89
Résultat net		-121	-1 016	-3 647
Dont:				
Part du Groupe		-116	-948	-3 572
Part des minoritaires		-5	-68	-75
Résultat par action en €		-0,01	-0,06	-0,21
Résultat dilué par action en €		-0,01	-0,05	-0,17

II. — Etat du résultat global consolidé

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2009 6 mois	30/06/2008 6 mois	31/12/2008 12 mois
Résultat net	-121	-1 016	-3 647
Ecart de conversion	107	-134	-317
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-85		-450
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	22	-134	-767
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-99	-135	-770
<i>Dont part du Groupe</i>	-94	-101	-769
<i>Dont part des intérêts minoritaires</i>	-5	-34	-1

III. — Bilan

ACTIF	Notes	En K€	
		30/06/2009	31/12/2008
Goodwill	12	34 696	34 474
Immobilisations Incorporelles	13	717	579
Immobilisations Corporelles	13	2 241	2 488
Actifs financiers non courants	14	1 520	1 402
Impôts différés actifs		1 503	1 543
Total Actif Non Courant		40 677	40 486
Stocks et en cours	15	89	86
Créances clients et autres débiteurs	16	42 695	47 218
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	10 621	9 754
Total Actif Courant		53 405	57 058
Total de l'actif		94 082	97 543

PASSIF	Notes	30/06/2009	31/12/2008
Capital	18	4 191	4 191
Primes d'émission		20 942	20 942
Réserves consolidées		-874	2 608
Résultat consolidé		-116	-3 572
Capitaux Propres Part du Groupe		24 143	24 169
Intérêts minoritaires		-2	21
Total des capitaux propres		24 141	24 190
Provisions	19	4 077	5 247
Passif financiers	21	15 829	15 348
Impôts différés passifs		2	3
Total Passif Non Courant		19 908	20 598
Passifs financiers	21	2 152	2 577
Provisions	19		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	22	12 761	15 967
Dettes fiscales et sociales	22	21 137	20 476
Autres passifs	22	13 982	13 735
Total Passif Courant		50 033	52 755
Total du passif		94 082	97 543

IV — Tableaux des flux de trésorerie consolidés

OPERATIONS	En K€		
	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Résultat net	-121	-1 016	-3 647
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-52		-450
Dotations nettes Amortissements et pertes de valeurs	-532	730	5 813
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	5		52
Plus et moins-values de cession	19	19	0
Quote-part de résultat liée aux SME			89
Résultat de dilution			
Elim. des autres charges et produits calculés	198		232
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	-483	-267	2 090
Coût de l'endettement financier net	553	562	813
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	166	-376	517
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt	236	-81	3 420
Impôts versé	-62	-154	-479
Variation du BFR	2 848	40	-1 039
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 022	-195	1 902
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-515	-724	-1 399
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		16	21
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	13	181	
Encaissements liés aux cessions titres consolidés			
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		-358	-190
Incidence des variations de périmètre	-943	-882	-1 279
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 445	-1 766	-2 848
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital			4
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options			-13
Rachats et ventes d'actions propres	62	-28	
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-875	-3 748	-10 499
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	584	3 039	13 963
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-552	-562	-842
Autres flux liés aux opérations de financement			-639
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-781	-1 299	1 974
Incidence des variations des cours des devises		-10	-9
Variation de trésorerie	796	-3 270	1 019
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à l'ouverture	9 666	9 666	8 647
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à la clôture	10 462	5 307	9 666

V — Variation des capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	Capital Social	Prime d'émission	Réserves de consolidation	Différence de conversion	Résultat consolidé	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Solde au 31/12/2007	4 190	20 940	2 150	-10	651	27 921	96	28 016
Augmentation de capital	1	3				4		4
Affectation résultat & reclassement			651		-651			
Ecart de conversion				-316		-316	-1	-317
Résultat 2008					-3 572	-3 572	-75	-3 647
Stocks options			52			52		52
Variation de l'auto détention			-13			-13		-13
Variation de périmètre							1	1
Autres			94			94		94
Solde au 31/12/2008	4 191	20 942	2 934	-326	-3 572	24 169	21	24 190
Augmentation de capital								
Affectation résultat & reclassement			-3 572		3 572			
Ecart de conversion				107		107		107
Résultat 1er semestre 2009					-116	-116	-5	-121
Stocks options			5			5		5
Variation de l'auto détention			62			62		62
Variation de périmètre							-18	-18
Autres			-85			-85		-85
Solde au 30/06/2009	4 191	20 942	-655	-218	-116	24 143	-2	24 141

V — Notes annexes

(les montants sont exprimés en K€ sauf mention contraire)

GENERALITES

Keyrus (« la Société ») est une société anonyme, de droit français. Les actions de la Société sont admises à la cote du marché Euronext de Nyse Euronext compartiment C (small caps) de la Bourse de Paris.

Les états financiers consolidés au 30 juin 2009 reflètent la situation comptable de Keyrus et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associés et coentreprises. Ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Le conseil d'Administration a arrêté les comptes semestriels consolidés résumés le 16 septembre 2009 et donné son autorisation de publication des états financiers consolidés au 30 juin 2009.

Note 1. – Principes comptables

Les comptes semestriels consolidés résumés 2009 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et à la norme IAS 34 sur les arrêts intermédiaires.

Les principes comptables retenus pour l'établissement de ces informations financières sont conformes à ceux appliqués par le Groupe au 31 décembre 2008 tels qu'énoncés ci-après notes 1) et suivantes.

Les nouvelles normes et interprétations entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2009 et parues au Journal Officiel de l'Union Européenne à la date de la clôture des comptes, sont également appliquées, mais n'ont pas d'effet significatif sur l'information financière présentée à l'exception des points présentés ci-dessous.

Le Groupe a appliqué les normes présentées ci-après qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009. L'application de ces normes affecte uniquement le format et l'étendue des informations présentées dans les comptes :

- IAS 1 révisée, Présentation des états financiers. Cette norme introduit la notion de résultat global total qui présente les variations de capitaux propres de la période, autres que celles résultant de transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité. Le Groupe a choisi de présenter l'état du résultat global en deux états (compte de résultat consolidé et état du résultat global consolidé). Le Groupe a également choisi de nommer les états en utilisant les titres tels que précédemment comme cela est autorisé dans la norme.
- IFRS 8, Secteurs opérationnels. Le Groupe applique la norme IFRS 8 - Secteurs opérationnels pour la première fois au 30 Juin 2009. Cette norme remplace la norme IAS 14, Information sectorielle. Conformément à IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe Keyrus.

Cette norme requiert une modification de la présentation et de la note relative à l'information sectorielle qui est basée sur le reporting interne régulièrement examiné par le Principal Décideur Opérationnel du Groupe, afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer des ressources. Le Principal Décideur Opérationnel du Groupe, qui est en charge de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des segments opérationnels, a été identifié comme étant le Président Directeur Général et le Directeur Général qui prennent collégialement les décisions stratégiques.

Les secteurs déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont similaires aux segments d'activité primaires définis lors de l'application de la norme IAS 14. Les informations à fournir en application de la norme IFRS 8, y compris les informations comparatives révisées compte tenu des dispositions d'application d'IFRS 8, sont communiquées en Note 5

L'adoption par l'Union Européenne des normes et interprétations suivantes est sans impact sur les états financiers du Groupe :

- IAS 23 révisée, Coûts d'emprunts
- IFRS 2 révisée, Paiement fondé sur des actions : conditions d'acquisition des droits et annulations
- IAS 32 et IAS 1 révisées, Instruments financiers remboursables au gré du porteur ou en cas de liquidation
- IFRS 1 et IAS 27 révisées, Eléments relatifs à la détermination du coût d'une participation dans les états financiers individuels
- IFRIC 13, Programme de fidélisation clients
- IFRIC 14 : IAS 19 – Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction
- Améliorations des normes IFRS sauf pour IFRS 5 applicable au 1er juillet 2009

- IFRIC12, Concessions de service, obligatoire aux exercices ouverts au 30 mars 2009
- IFRIC 16, Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger, obligatoire aux exercices ouverts au 30 juin 2009.

Application de nouvelles normes par anticipation de leur date d'application obligatoire :

Le Groupe a choisi de n'appliquer par anticipation aucune norme, amendement de norme ou interprétation dont l'application n'est pas obligatoire à la date d'arrêté des états financiers.

Les normes suivantes ont été publiées par l'IASB mais ne sont pas encore approuvées par l'Union Européenne :

- IFRIC 9 et IAS 39 versions révisées, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation – Dérivés incorporés
- IFRS 7 révisée, Améliorations des informations à donner sur les instruments financiers
- IFRIC 15, Accords pour la construction d'un bien immobilier
- IFRIC 17, Distributions d'actifs non monétaires aux actionnaires.

Ces normes devraient être sans incidence sur les comptes consolidés du Groupe.

Saisonnalité

Le chiffre d'affaires de chaque semestre est relativement équilibré. Les dépenses opérationnelles sont généralement uniformément réparties sur l'année.

Impôts sur le résultat

Pour les comptes intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat comptable de la période le taux moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours pour chaque entité.

Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés : les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

1) Méthodes de consolidation :

a) Les filiales (sociétés contrôlées) sont consolidées par intégration globale. Par contrôle on entend le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités, le pouvoir s'accompagnant de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.

b) Les entreprises associées sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût. La participation du Groupe dans les entreprises associées comprend le goodwill (net de tout cumul de pertes de valeur) identifié lors de l'acquisition. La quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé. Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure ou égale à sa participation dans l'entreprise associée, y compris toute créance non garantie, le Groupe ne comptabilise pas de pertes additionnelles, sauf s'il a encouru une obligation ou effectué des paiements au nom de l'entreprise associée. Les gains latents sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans les entreprises associées. Les pertes latentes sont également éliminées, à moins qu'en cas d'actif cédé, la transaction n'indique une perte de valeur. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin de les aligner sur celles adoptées par le Groupe. Les gains et les pertes de dilution dans les entreprises associées sont comptabilisés au compte de résultat.

2) **Regroupements d'entreprises** : Ces regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel de l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en tant qu'actif, en goodwill. Si, après ré estimation, la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

3) **Intérêts minoritaires** : Ils sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des actifs nets acquis. Les cessions au profit des intérêts minoritaires donnent lieu à dégagement de profits ou pertes que le Groupe comptabilise au compte de résultat. Les acquisitions de titres auprès des intérêts minoritaires génèrent un goodwill. Ce goodwill représente la différence entre le prix payé et la quote-part acquise correspondante de la valeur comptable des actifs nets. Par assimilation au traitement retenu pour la cession, l'ouverture de capital réservée à des intérêts minoritaires sans changement de méthode de consolidation génère un profit de dilution qui sera comptabilisé dans les autres produits.

4) **Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères** : Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste « Différence de conversion ».

Les goodwills et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

5) **Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères** : Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers).

6) **Immobilisations incorporelles et corporelles** : Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est bien inférieure à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

a) **Autres immobilisations incorporelles** : Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des logiciels. Ces derniers sont soit acquis ou créés, à usage interne. Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties linéairement sur une durée de 3 ans au maximum.

Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie. Toutes les immobilisations incorporelles (hors goodwills) sont amorties sur leur durée de vie estimée.

b) **Immobilisations corporelles** : Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

Agencements, Installations techniques	8 ans
Matériel de transport	4 ans

Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier	8 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le groupe est le mode linéaire.

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location de longue durée, qui en substance transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

7) **Goodwills** : Les goodwills représentent l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale (entreprise associée) à la date d'acquisition. Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les titres des participations. Les goodwills comptabilisés séparément font l'objet, une fois par an, d'un test de dépréciation. La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des entités opérationnelles du groupe, aux actifs nets correspondants (y compris goodwills). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en terme de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des entités opérationnelles ainsi qu'à leurs budgets validés par leurs comités de Direction. Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

Les dépréciations relatives aux goodwills ne sont pas réversibles.

Le test annuel 2008 de dépréciation des goodwills a conduit à ne comptabiliser aucune dépréciation.

8) **Actifs financiers non courants** : Ce poste comprend exclusivement des prêts et des dépôts de garantie. Les prêts sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

A chaque clôture, un examen des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications objectives de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

9) **Stocks** : Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût

moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

10) **Clients et autres débiteurs** : Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

11) **Titres d'autocontrôle** : Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition, en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

12) **Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel** : En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le groupe participe à des régimes de retraites. Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- La méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs ;
- La méthode dite du corridor n'est pas appliquée. Les écarts actuariels sont comptabilisés en charge de personnel.

Le traitement comptable des options de souscription ou d'achats d'actions attribuées aux salariés est décrit dans la note 20 ci-après.

13) **Provisions pour restructuration** : Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsqu'il résulte d'une obligation du groupe, vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites.

Les montants provisionnés correspondant à des prévisions de décaissements futurs à effectuer dans le cadre des plans de restructuration sont évalués pour leur valeur actuelle lorsque l'échéancier des paiements est tel que l'effet de la valeur temps est jugé significatif. L'effet du passage du temps est comptabilisé en coût de financement.

14) **Instruments hybrides** : Certains instruments financiers contiennent à la fois une composante de passif financier et une composante de capitaux propres. C'est notamment le cas des obligations à bons de souscriptions et/ ou d'acquisition d'actions. Les différentes composantes de ces instruments sont comptabilisées dans les capitaux propres et dans les passifs financiers pour leurs parts respectives, telles que définies dans la norme IAS 32 – "Instruments financiers : Présentation". La composante classée en passif financier est évaluée en date d'émission. Elle correspond à la valeur des flux futurs de trésorerie contractuels (incluant les coupons et le remboursement) actualisés au taux de marché (tenant compte du

risque de crédit à l'émission) d'un instrument similaire présentant les mêmes conditions (maturité, flux de trésorerie) mais sans option de conversion ou de remboursement en actions. La composante classée en capitaux propres est évaluée par différence entre le montant de l'émission et la composante passif financier comme définie précédemment.

15) **Emprunts portant intérêt** : Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

16) **Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés** : Le Groupe utilise des swaps de taux pour gérer son exposition aux risques de taux. L'objectif de ces swaps est de convertir des instruments financiers soit de taux fixe à taux variable, soit de taux variable à taux fixe. Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en juste valeur. La comptabilisation des variations de juste valeur dépend de l'intention d'utilisation de l'instrument dérivé et du classement qui en résulte. Le Groupe désigne ses instruments dérivés conformément aux critères établis par la norme IAS 39 – "Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation". Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, les variations de valeur du dérivé sont enregistrées en capitaux propres pour la part efficace et en résultat de la période pour la part inefficace. Le montant enregistré en capitaux propres est reclassé en résultat lorsque l'élément couvert affecte ce dernier.

17) **Impôts différés** : Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- Part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Le Groupe compense les actifs et les passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relève de la même autorité fiscale.

18) **Chiffre d'affaires** : Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du groupe et les produits des licences (nets de T.V.A.). Ils sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais.

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens. En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

Pour le chiffre d'affaires relatif aux licences, ventes ou autres revenus associés à des logiciels, le groupe reconnaît le revenu en général à la livraison du logiciel. Pour les transactions impliquant des prestations de services, le groupe reconnaît des revenus sur la période au cours de laquelle les services sont rendus selon la méthode du pourcentage d'avancement.

Selon IAS 11, un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en terme de conception, de technologie et de fonction, ou de finalité ou d'utilisation. En application de la norme IAS 11, les sociétés du Groupe comptabilisent leurs contrats de construction selon la méthode de l'avancement. La méthode à l'avancement est fondée sur des indicateurs de développement du projet liés au nombre d'heures ou aux coûts encourus sur les coûts totaux réestimés périodiquement projet par projet. Dès lors qu'un dépassement des coûts totaux prévisionnels sur la facturation prévue apparaît, il est constitué une provision pour perte à terminaison.

Pour les transactions ne comprenant que des services, des prestations de formation ou de conseils, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus.

Les revenus relatifs à de la maintenance, y compris le support client postérieurement à un contrat sont différés et reconnus au prorata du temps écoulé sur la période contractuelle de service.

19) **Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel** : Le Résultat Opérationnel Courant est représenté par l'écart entre le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation. Celles-ci sont égales aux coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), aux charges commerciales, aux charges administratives et générales. Sont notamment compris les coûts des pensions et retraites, la participation des salariés, les rémunérations payées en actions (plans de souscription d'actions) et les résultats sur cession des immobilisations incorporelles et corporelles. Le résultat opérationnel incorpore en plus les coûts de restructuration, les dépréciations d'actifs (y compris sur les goodwills) et les profits de dilution.

La notion de résultat de l'activité opérationnelle s'apprécie avant les produits et charges financiers et notamment le coût de financement et les résultats sur cession des actifs financiers et les charges d'impôt sur les bénéfices.

20) **Coût de financement** : Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement) et de la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

21) **Trésorerie et équivalents de trésorerie** : Conformément à la norme IAS 7 « *Tableau des flux de trésorerie* », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés,

comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Conformément à la norme IAS 39 « *Instruments financiers* », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, les découverts bancaires sont présentés en net de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

22) **Options de souscription ou d'achat d'actions** : Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « *Païement en actions* », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés et aux administrateurs ainsi que les actions gratuites sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes :

- La juste valeur des options et des actions gratuites attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Cette valeur est comptabilisée en augmentation du poste « Autres réserves » par le débit d'un compte de résultat « Rémunérations payées en actions » sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Cette comptabilisation n'est pas linéaire mais dépend des conditions d'acquisition des droits spécifiques à chaque plan.
- La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle mathématique de valorisation Black, Scholes & Merton, sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.
- Ce modèle tient compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

Conformément à IFRS 2, les options de souscription d'actions octroyées en contrepartie du contrôle d'une entreprise dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont couvertes par la norme IFRS 3 « *Regroupement d'entreprises* ». Aucune charge relative à ces plans n'est enregistrée.

23) **Secteurs opérationnels** : Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe :

- qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Principal Décideur Opérationnel du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Le Principal Décideur Opérationnel du Groupe a été identifié comme étant le Président Directeur Général et le Directeur Général qui prennent collégialement les décisions stratégiques.

Conformément à IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe Keyrus. Les secteurs, déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont l'activité Grands Comptes (GC) et l'activité Mid Market (MM).

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les goodwill affectables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs et les actifs financiers non courants. Ces actifs sont portés dans la ligne « non affectés ».

24) **Résultat par action** : Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et au premier jour les années suivantes.

25) **Politique de gestion des risques financiers**

En matière de risque de change environ 87% du chiffre d'affaires du groupe est réalisé en euro.

Dans ce contexte la société ne pratique pas de couverture du risque de change.

En ce qui concerne le risque de taux la dette financière est à taux variable.

Note 2. – Evènements postérieurs

Néant

Note 3. – Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs – particulièrement les goodwill, les impôts différés actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêté, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

La direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, l'évaluation des impôts différés actifs comptabilisés ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

Ainsi, les comptes consolidés de la période ont été établis en tenant compte du contexte actuel de crise économique et financière et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. Les effets immédiats de la crise ont été pris en compte, notamment dans la valorisation des actifs tels que les stocks, les créances clients et des passifs. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels, il a été pris pour hypothèse que la crise serait limitée dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction dans un contexte de visibilité réduite en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Note 4. – Evolution du périmètre de consolidation.

Les principales modifications intervenues au cours du 1^{er} semestre 2009 dans le périmètre de consolidation résultent des événements suivants :

- En janvier 2009, Absys Cyborg, filiale à 100% de Keyrus, a acquis 41,65% du capital de Absys-Cyborg Tunisie, afin d'en détenir 92,65%.
- Création en mars 2009 d'une nouvelle filiale en Israël. Cette filiale, estimée non significative, n'a pas été consolidée au 30 juin 2009, mais le sera au 31 décembre 2009. Au 30 juin 2009, son chiffre d'affaires hors groupe est nul et son résultat net est de 22K€.

Les principales modifications intervenues au cours de l'année 2008 dans le périmètre de consolidation résultent des événements suivants :

- En septembre 2008, Keyrus a acquis 20% du capital de Keyrus Canada, afin de détenir 100% de sa filiale.

Le périmètre comprend les sociétés suivantes au 30 juin 2009.

Nom au 30/06/09	Siège	Date de clôture des comptes sociaux	% de contrôle	% d'intérêt	Période de consolidation
KEYRUS	Paris - France	31 décembre	Société consolidante		01/01/09 - 30/06/09
Keyrus Canada Inc	Montréal - Canada	31 décembre	100%	100%	01/01/09 - 30/06/09
Absys - Cyborg	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/09 - 30/06/09
Absys-Cyborg Tunisie	Tunis - Tunisie	30 juin	92,65%	92,65%	01/01/09 - 30/06/09
Absys - Cyborg Belgique	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/09 - 30/06/09
Keyrus Suisse	Genève - Suisse	31 décembre	100%	100%	01/01/09 - 30/06/09
Keyrus Benelux	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/09 - 30/06/09
Keyrus Belgium	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/09 - 30/06/09
Keyrus Luxembourg	Luxembourg	31 décembre	100%	100%	01/01/09 - 30/06/09
Keyrus Espagne	Madrid - Espagne	31 décembre	100%	100%	01/01/09 - 30/06/09
Keyrus do Brazil	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	100%	100%	01/01/09 - 30/06/09
Keyrus Maurice	Port Louis - Ile Maurice	31 mars	100%	100%	01/01/09 - 30/06/09
Adexys	Nantes - France	30 juin	28,50%	28,50%	01/01/09 - 30/06/09

Pour les filiales présentant des dates de clôture décalées, des états financiers intermédiaires sont établis au 30 juin pour les besoins de la consolidation.

Note 5. – Information par secteurs opérationnels et par zone géographique.

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel du Groupe (le Président-Directeur Général et le Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de deux secteurs opérationnels : Grands Comptes (GC) et Middle Market (MM)

La Direction mesure la performance de chaque segment sur la base :

- de la « marge opérationnelle » telle que définie en note 1 §19. La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.
- des actifs sectoriels (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées, des clients et des autres créances)

Les données par segments suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées par le Groupe pour établir ces états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Toutes les relations commerciales inter-segment sont établies sur une base de marché, à des termes et des conditions similaires à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des tiers externes au Groupe.

Les tableaux ci-dessous déclinent les informations pour les segments d'activité des Grands Comptes et du Middle Market.

en Milliers €	Au 30 JUIN 2009			Au 30 juin 2008			Au 31 décembre 2008		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
Produits									
Ventes externes	34 526	18 456	52 982	38 897	18 574	57 471	74 550	36 869	111 419
Total des produits des opérations se poursuivant	34 526	18 456	52 982	38 897	18 574	57 471	74 550	36 869	111 419
Résultat Opérationnel Courant	32	815	846	-501	664	162	183	1 519	1 702
Autres Produits			0						0
Autres Charges	-181	-141	-322	-459	-207	-666	-1 755	-760	-2 515
Résultat Opérationnel	-149	674	525	-960	456	-504	-1 572	759	-813

en Milliers €	30/06/2009			Au 30 juin 2008			31/12/2008		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
Bilan :									
Actifs									
Goodwills	23 140	11 556	34 696	23 313	11 556	34 868	22 918	11 556	34 474
Immobilisations nettes	2 424	534	2 959	2 582	828	3 410	2 442	625	3 067
Dépréciations d'actifs passées en résultat	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs sectoriels	30 851	11 933	42 784	30 257	13 270	43 527	33 570	13 734	47 304
Autres Actifs *	8 029	5 614	13 643	5 243	4 241	9 484	7 679	5 019	12 697
Total des actifs consolidés	64 444	29 638	94 082	61 394	29 895	91 289	66 609	30 934	97 543

Chiffres d'affaires

En K€	juin-09	déc-08
France	37 548	79 460
Europe Zone Euro hors France	8 177	17 283
Autres	7 257	14 676
TOTAL GENERAL	52 982	111 419

Note 6 – Autres produits de l'activité

Les autres produits sont principalement composés de remboursement d'assurance et d'annulation de charges d'exploitation au titre des exercices antérieurs.

Note 7 – Charges de personnel

RUBRIQUES	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Salaires et traitements	22 704	23 353	40 911
Charges sociales	9 153	9 464	18 542
Engagement retraite	35	86	118
Rémunérations payées en actions	5	4	52
TOTAL	31 898	32 907	59 623

Effectifs	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Cadres	787	972	1 029
Non cadres	364	169	110
Total effectif	1 151	1 141	1 139

Note 8 – Autres produits et charges opérationnels

RUBRIQUES	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Charges de réorganisation	-460	-662	-1 605
Résultat de cession d'actif	-13		0
Transfert Siège Social			-62
Autres	152	-4	-848
Autres produits et charges opérationnels	-322	-666	-2 515

Note 9 – Résultat financier

RUBRIQUES	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Intérêts et autres produits financiers	26	21	248
Reprises sur provisions financières		-	-
Autres produits financiers		-	-
Total produits financiers	26	21	248
Intérêts et charges assimilées	579	583	1 061
Dotation aux provisions financières		-	-
Autres charges financières		-	-
Total Charges financières	579	583	1 061
Coût de l'endettement financier net	-553	-562	-813

RUBRIQUES	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Gains de change	291	140	32
Autres produits financiers	17	6	-
Total produits financiers	309	145	32
Perte de change		490	800
Autres charges financières *	236	-	648
Total Charges financières	236	490	1 447
Autres produits et charges financiers	73	-344	-1 416

*Les autres charges financières intègrent en 2009 une charge de désactualisation pour 33 K€ (240 K€ en 2008)

Note 10 – Impôts

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Impôt exigible (charge)	-59	-98	-400
Impôt différé (produit +/- Charge -)	-107	491	-117
Charges d'impôt net	-166	394	-517

La réconciliation entre l'impôt théorique et la charge d'impôt réelle s'établit comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Résultat avant impôts	44	-1 410	-3 130
Taux théorique d'imposition	33,33%	33,33%	33,33%
Charge (+) ou produit d'impôt (-) théorique	15	-470	-1 043
Rapprochement :			
Différences permanentes	-111	43	-370
Activation des impôts différés nés sur exercices antérieurs	-254		
Variation/utilisation des impôts différés actifs non reconnus	393		1 742
Impact du report variable	42	-2	135
Effet des changements des taux d'imposition	19	30	
Avoir fiscaux et crédit d'impôt	-21		13
Impact de l'intégration fiscale			
Autres	82	5	40
Charge (+) ou produit (-) d'impôt effectivement constaté	166	-394	517
Taux effectif d'impôt	373,33%	27,92%	-16,53%

Note 11 – Paiement fondé sur des actions (plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions)

Le groupe attribue à ses salariés et à ses administrateurs des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions et pour la première fois en 2008 des plans d'actions gratuites. Les règles applicables peuvent être différentes en fonction des plans. La période d'exercice varie selon les bénéficiaires. Les stock-options peuvent être exercées soit dès qu'elles sont acquises, soit après une période de présence. Quelle que soit la durée de la période d'exercice, les stock-options ne pourront être exercées au-delà de 5 ans après la date d'octroi. Lorsqu'une option est exercée, le dénouement se fait uniquement sous forme d'action.

Seuls les plans de stock-options émis à partir du 7 novembre 2002 et les stock-options dont les droits n'ont été acquis que postérieurement au 1^{er} janvier 2005 sont comptabilisés selon IFRS 2. Les options dont les droits ont été entièrement acquis au 31 décembre 2004 ne donnent donc pas lieu à la comptabilisation d'une charge en 2004 ou lors des exercices suivants.

Les plans couverts par cette norme et l'évolution du nombre de stock-options donnant lieu à la reconnaissance d'une charge sont les BSA 2004, les BSPCE 2004 et les plans d'actions gratuites 2008.

Au 30 juin 2009, il n'y a pas eu de nouvelles émissions.

Note 12– Goodwill

en Milliers €	TOTAL
Valeur brute :	
Au 1er janvier 2008	35 344
Acquisitions	
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	
Autres variations et ajustements	-870
Au 31 décembre 2008	34 474
Acquisitions	
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	
Autres variations et ajustements	222
Au 30 juin 2009	34 696
Dépréciations :	
Au 1er janvier 2008	0
Dotation de l'exercice	0
Au 31 décembre 2008	0
Dotation de l'exercice	0
Au 30 juin 2009	-
Montant net comptable au 30 juin 2009	34 696
Au 31 décembre 2008	34 474

Le montant net comptable est réparti de la manière suivante :

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Grands Comptes (comprenant plusieurs UGT)	23 140	23 312	22 918
Middle Market (comprenant plusieurs UGT)	11 556	11 556	11 556
TOTAL	34 696	34 868	34 474

Le goodwill est alloué aux secteurs opérationnels identifiés selon la Note 5 et comme le recommande la norme IFRS 8. L'adoption de la norme IFRS 8 en remplacement de la norme IAS 14 depuis le 1er janvier 2009 n'a pas eu pour conséquence une réallocation du goodwill. Les tests de dépréciation opérés dans le cadre des états financiers intermédiaires ne sont

réalisés que lorsqu'un événement exceptionnel ou un indice de perte de valeur a été identifié et a nécessité un nouveau calcul de la juste valeur des écarts d'acquisition. Au cours du semestre, aucune mise à jour des tests n'a été nécessaire.

Le test annuel 2008 de dépréciation des goodwill a conduit à ne comptabiliser aucune perte de valeur en 2008. Le test de valeur des différents goodwill a été réalisé pour chaque secteur constituant le groupe. La valorisation résulte de l'actualisation de la somme des cash-flows d'exploitation prévisionnels après impôts de ladite entité sur une période de 5 ans majorée d'une valeur terminale.

Les budgets prévisionnels retenus dans l'approche ont fait l'objet d'un processus élaboré. Ils sont déterminés par les managers des filiales et validés par la direction générale du groupe.

Note 13 – Immobilisations incorporelles et corporelles

en Milliers €	Concessions , brevets, logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total des immobilisations corporelles
Valeur brute :					
Au 1er janvier 2008	542	1 107	1 649	7 481	7 481
Acquisitions	92	186	278	1 039	1 039
Cessions				-452	-452
Variation de périmètre					
Ecart de change	-5	-10	-15	-148	-148
Reclassement	153	-206	-53	-12	-12
Au 1er janvier 2009	782	1 077	1 859	7 907	7 907
Acquisitions	17	66	82	416	416
Cessions			0	-22	-22
Variation de périmètre			0		
Ecart de change	-3	6	4	87	87
Reclassement	258		258	-258	-258
Au 30 juin 2009	1 055	1 149	2 204	8 130	8 130
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :					
Au 1er janvier 2008	334	679	1 013	4 835	4 835
Charge d'amortissement de l'exercice	132	182	315	1 047	1 047
Dépréciations					
Cessions				-431	-431
Variation de périmètre					
Ecart de change et reclassement	-7	-41	-48	-29	-29
Au 1er janvier 2009	459	821	1 280	5 420	5 420
Charge d'amortissement de l'exercice	117	90	207	440	440
Dépréciations					
Cessions				-3	-3
Variation de périmètre					
Ecart de change et reclassement	-1		-1	32	32
Au 30 juin 2009	575	911	1 486	5 890	5 890
Montant net :					
Au 30 juin 2009	479	238	717	2 241	2 241
Au 31 décembre 2008	323	257	579	2 487	2 487

Note 14 – Actifs financiers au coût ou au coût amorti

en Milliers €	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Solde au 31/12/2008	1 583	181	1 402
Augmentation	155	25	130
Remboursement	-28		-28
Variation de périmètre			
Reclassement et Autres variations	-66	-82	17
Solde au 30/06/2009	1 645	124	1 520

en Milliers €	30/06/2009	31/12/2008
Dépôt de garantie et prêts	1 418	1 402
Titres mis en équivalence et autres titres immobilisés	5	-
Autres créances part à plus d'un an	97	
TOTAL	1 520	1 402

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Notes 15 - Stocks

Les stocks sont principalement constitués de logiciels.

en milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Marchandises	124	122
Ecart de conversion	2	
Total au coût	126	122
Dépréciation à l'ouverture	36	46
Augmentation		-
Diminution	1	-11
Ecart de conversion	2	
Dépréciation à la clôture	37	36
TOTAL NET	89	86

Note 16 – Créances clients et autres débiteurs

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Créances clients	31 157	35 559
Dépréciation sur créances clients	2 726	2 804
Montant net des créances clients	28 431	32 755
Autres débiteurs nets	9 647	9 641
Charges constatées d' avance	4 617	4 821
TOTAL	42 695	47 218

Le solde clients se décompose comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Créances non échues	17 753	22 587
Créances échues de 30 jours	3 894	4 168
Créances échues de 60 jours	2 393	2 555
Créances échues de 90 jours	1 032	906
Créances échues de + 90 jours	6 085	5 342
TOTAL	31 157	35 559

Une provision pour dépréciation a été constatée pour les montants estimés irrécouvrables à hauteur de 2.726 K€ (2.804 K€ en 2008). Cette provision a été déterminée par référence à des statistiques historiques passées. Les administrateurs considèrent que le montant net comptabilisé pour les créances correspond approximativement à leur juste valeur.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée, lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte, qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance.

La totalité des créances est à moins d'un an.

Note 17 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

RUBRIQUES	30/06/2009	31/12/2008
Equivalents de trésorerie	4 475	2 667
Disponibilités	6 146	7 086
TOTAL	10 621	9 754

Les soldes bancaires et la trésorerie comprennent les actifs détenus sur les comptes de dépôts bancaires, dont la maturité est à moins de trois mois. Le montant comptabilisé approche la juste valeur de ces actifs.

RUBRIQUES	30/06/2009	31/12/2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 621	9 754
Découverts bancaires	-158	-88
Trésorerie du tableau des flux	10 462	9 666

Risque de crédit

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques avec de hauts niveaux de notation de crédit attribués par des agences internationales de notation.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

Note 18 - Capitaux propres

Capital

	30/06/2009	31/12/2008
<u>Capital Autorisé (en milliers d'euros)</u>		
17.074.370 Actions ordinaires d'un montant nominal de 0,25€	4 269	4 269
<u>Capital souscrit, appelé et versé (en nombre d'actions)</u>		
<i>A l'ouverture de l'exercice</i>	16 597 354	16 593 325
Emises suite à l'exercice de stock option	0	0
Emises contre trésorerie *	-	3 000
Rachat ou vente d'actions propres	87 511	1 029
<i>A la clôture de l'exercice</i>	16 684 865	16 597 354

Il s'agit des titres émis durant l'année 2008 suite à l'exercice de BSA (3.000).

Le montant total de l'augmentation se décompose comme suit :

- capital : 750 €
- prime d'émission : 2.876 €

La Société a une seule classe d'actions ordinaires donnant toutes droits aux mêmes dividendes.

Ecart de conversion

La variation des écarts de conversion est de +107 K€ sur le premier semestre (-317 K€ en 2008) et correspond principalement à l'effet de fluctuation du dollar canadien, du réal brésilien et du franc suisse par rapport à l'euro.

Actions auto-détenues

	Nombre de Titres	En Milliers d'Euros
<u>Au 1er janvier 2008</u>	478 045	1 651
Acquisitions	375 296	333
Cessions	-374 267	-1 299
<u>Au 1er janvier 2009</u>	479 074	685
Acquisitions	248 428	174
Cessions	-335 939	-236
<u>Au 30 juin 2009</u>	391 563	623

Informations sur les BSAAR

Date de l'assemblée	27 juin 2008
Date du conseil d'administration	12 août 2008
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	5.486.000
Mandataire social concerné : -Eric Cohen	4.867.981
Point de départ d'exercice des BSAAR	12 août 2010
Date d'expiration	12 août 2014
Prix de souscription ou d'achat par action	1,80 €
Nombre de BSAAR exercés au 30 juin 2009	0
Nombre de BSAAR caducs au 30 juin 2009	0
Nombre de BSAAR restant en fin d'exercice	5.486.000

Note 19 – Provisions à long terme

RUBRIQUES	31/12/2008	Variation de périmètre	Dotation	Reprise utilisées	Reprise non utilisées	30/06/2009
Provisions pour risques & charges	4 982		230	-710	-725	3 776
Provisions pour engagement retraite	265		35			300
Provisions à long terme	5 247		265	-710	-725	4 077
Provisions pour risques						
Provisions pour charges						
Provisions à court terme						

Les provisions pour risques et charges correspondent essentiellement :

- litiges sociaux et prud'homaux : 1.168K€
- litiges commerciaux et pertes à terminaison : 2.608K€

Note 20 - Dettes pour engagements donnés aux salariés

La majeure partie des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation du Groupe sont des entités européennes. Selon les réglementations et usages en vigueur des avantages complémentaires peuvent être accordés au personnel.

Lorsque les avantages complémentaires octroyés au personnel donnent lieu à une prestation future pour le Groupe, une provision est calculée selon une méthode d'évaluation actuarielle telle que décrite au paragraphe 1-12.

Les provisions inscrites au bilan correspondent à l'engagement net en matière d'indemnités de fin de carrière.

Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations actuarielles des plans sont les suivantes:

	30/06/2009	31/12/2008
Taux d'actualisation	3,72%	3,42%
Augmentation annuelle des salaires	2,00%	2,00%
Turn over (*)		

(*) En fonction de l'âge du salarié

Les montants nets comptabilisés au titre des engagements de retraite au compte de résultat s'élève à 35K€ au 1^{er} semestre 2009. La charge pour l'exercice est incluse sur la ligne charges de personnel du compte de résultat.

Note 21 – Passifs financiers

RUBRIQUES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	17 580	1 751	13 240	2 589
Dettes sur immobilisation en location financement				
Découvert bancaires	158	158		
Comptes courants factor	242	242		
Autres				
TOTAL DETTES FINANCIERES	17 981	2 152	13 240	2 589

RUBRIQUES	31/12/2008	Ecart de conv. et autres variations	Augmentation	Remboursement	30/06/2009
Emprunts bancaires	17 744	275	342	-782	17 580
Dettes sur immobilisation en location financement					
Découverts bancaires	88	-3	73		158
Comptes courants factor	93		243	-93	242
Autres					
TOTAL DETTES FINANCIERES	17 926	272	658	-875	17 981

Les montants des emprunts bancaires et des découverts bancaires sont libellés en euros.

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des passifs financiers hors emprunts bancaires correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Les emprunts bancaires à hauteur de 17.358 K€ (contre 17.744 K€ à fin 2008) sont conclus à des taux d'intérêt variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation des taux. Les intérêts sur les dettes à taux variable sont indexés sur l'Euribor 3 mois. Afin de minimiser son risque de taux, le Groupe a procédé à une couverture partielle (8,8 M€) de son endettement. La durée des instruments de couverture est de 6 ans. Ils sont amortis linéairement à chaque date d'anniversaire.

Les découverts sont conclus à des taux variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation de ces taux

Pour les emprunts à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable.

Les découverts bancaires sont payables sur demande de la banque.

Le Groupe a souscrit des emprunts bancaires dont les conditions financières sont présentées ci-après :

1. Les conditions financières de l'OBSAAR sont présentées ci-après :
 - Durée de l'emprunt : 6 ans
 - Amortissement des obligations : 5 tranches annuelles égales à partir du 12 août 2010
 - Taux d'intérêt : EURIBOR 3 mois – 1,26%
 - EBITDA est à comprendre comme l'EBITDA consolidé correspondant au résultat opérationnel courant augmenté des dotations (nettes des reprises) aux amortissements et provisions et des impacts IFRS liés aux rémunérations

payées en actions pour la partie des charges ne donnant pas lieu à décaissement.

○ Ratios financiers :

- le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur à 0,9 sur la durée des obligations

- le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'EBITDA consolidé demeure inférieur à 3,5 au 31 décembre 2008 puis inférieur à 3 sur la durée des obligations.

2. - Les conditions financières des autres emprunts bancaires sont présentées ci-après :

○ Tirage sur 5 ans sous forme de billet sur 6 mois au maximum

○ Remboursement annuel correspondant à 1/5 de la dette

○ Taux d'intérêt EURIBOR + 0,5%

○ Commission de confirmation de 0,25%

○ Ratios financiers :

- le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur ou égal à 0,7 sur la durée du concours

- le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'excédent brut d'exploitation consolidé demeure inférieur ou égal à 3 sur la durée du concours.

Note 22 – Autres passifs courants

RUBRIQUES	Montant au 30/06/2009	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	Montant au 31/12/2008
Provisions à court terme				
Fournisseurs et comptes rattachés	12 761	12 761		15 967
Avances et acomptes reçus				625
Dettes fiscales et sociales	21 137	21 070	67	20 476
Dettes sur immobilisations	3 470	1 473	1 997	4 352
Autres dettes	1 157	874	283	448
Produits constatés d'avance	9 355	9 308	48	8 309
TOTAL	47 881	45 485	2 395	50 178

* Les autres dettes incluent la juste valeur de l'instrument de couverture pour 542K€ (457K€ en 2008) mentionné au point 21. La part à moins d'un an est de 288 K€ (172K€ en 2008)

IV RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2009

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société KEYRUS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;*
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.*

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, dans un contexte, décrit dans la note 3 « Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations » de l'annexe, de forte volatilité des marchés financiers, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir, situation qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 « Principes comptables » de l'annexe qui expose la première application

des normes IAS 1 révisée (« Présentation des états financiers ») et IFRS 8 (« Secteurs opérationnels »).

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 15 octobre 2009

Les Commissaires aux Comptes

RBA SA

Deloitte & Associés

Christine LENEVEU Robert BELLAICHE

Jean-Luc BERREBI

V DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Levallois-Perret, le 15 octobre 2009

Monsieur Eric Cohen

Président-Directeur Général